Bonnes résolutions?

Par JFB le lun 12/01/2009 - 02:51

La politique intérieure en Hongrie

Si le référendum,la rupture de la coalition et la crise économique ont été les plus grands événements de la vie politique hongroise en 2008, 2009 sera probablement déterminée par les élections européennes.

Pour la coalition socio-libérale, le printemps a commencé par un échec total du référendum sur la triple question1 portant en particulier sur les frais de consultation médicale. La conséquence directe de cet échec a été le licenciement du ministre de la santé, ce qui a entraîné par la suite la rupture de la coalition entre les socialistes et les libéraux. Cet événement avait été considéré comme le chant du cygne du gouvernement désormais exclusivement socialiste et minoritaire. Pourtant, malgré – ou plutôt grâce – à la crise économique, le gouvernement a survécu à sa propre crise interne et est toujours en place. On peut donc se demander si quiconque est réellement en mesure de prédire l'avenir de la politique hongroise dans ce contexte. Il existe tout de même quelques aspects qui peuvent nous permettre d'y voir plus clair.

Ce qui est certain, c'est que les partis vont devoir lutter pour leurs sièges au Parlement Européen. La Hongrie en occupera 24 cette année, selon le Traité de Nice (à titre de comparaison, la France occupe 78 sièges à l'heure actuelle), alors que le Traité de Lisbonne permettrait à la Hongrie de ne disposer que de 22 représentants à Strasbourg. C'est la deuxième fois que les citoyens hongrois voteront pour les députés europarlementaires depuis son adhésion en 2004. Le 7 juin sera une journée importante dans l'histoire européenne car les élections se tiendront pour la première fois au même moment dans tous les pays membres de l'Union. La Hongrie comprend une seule zone électorale et chaque parti doit récupérer 20 000 signatures pour l'établissement de sa liste. Les mandats seront répartis entre les partis qui dépassent le seuil des 5 %.

Pour le moment ce seuil semble difficile à atteindre pour les petits partis, comme les libéraux (SZDSZ) et les conservateurs (MDF). En revanche il semble tout à fait accessible à l'extrême droite (Jobbik) car selon les sondages les plus récents, la popularité du parti est en croissance et égalerait désormais celle des deux petits partis présents au Parlement. En outre, le climat politique et la crise pourraient accentuer la popularité du Jobbik. Mais surtout, les électeurs ne voient pas l'intérêt des élections européennes (la participation à l'élection est en baisse dans toute l'Europe) ce qui peut entraîner une plus forte représentation des extrêmes.

Toutefois, on ne prend pas de risque en affirmant que le triomphe de l'opposition semble sûr. Pour le MSZP, parti du gouvernement, le défi sera plutôt d'éviter une nouvelle grande défaite contre le Fidesz qui soit à l'échelle de celle du référendum du printemps 2008. Il n'y a nul besoin de jouir de talents de prophète pour prédire qu'en cas d'une telle défaite du MSZP, Ferenc Gyurcsány ne se représentera pas comme candidat au poste de Premier Ministre lors des prochaines élections parlementaires en 2010. C'est aussi pourquoi l'on ne s'attend pas à beaucoup de mouvements visibles jusqu'au 7 juin au sein du parti socialiste : jusqu'à cette date il convient en effet de se montrer uni et inébranlable.

Mais ce qui rend la situation douteuse – selon l'analyse de l'institut Political Capital – c'est le constat d'un mécontentement croissant envers le Fidesz, qui avait remporté haut la main le scrutin de mars 2008. En effet, le Fidesz n'est pas assez radical aux yeux d'une frange d'électeurs, tout en apparaissant comme trop agressif pour d'autres, en particulier sur le terrain de la crise financière.

En 2008, le MDF n'a pas consacré de temps à s'occuper de ses électeurs, les manœuvres du SZDSZ retenant exclusivement son attention, et alors que le «scandale des coups de fil» éclatait au grand jour, sans toutefois que toute la lumière ait été faite sur cette affaire.

Il ne reste plus que cinq mois jusqu'aux élections et le scénario reste obscur. Visiblement, les figurants du jeu politique ne se pressent pas – ils peuvent prolonger leurs vacances d'hiver car leur public est plutôt préoccupé par les soldes et la mensualité de leurs crédits.

1 Les trois questions du référendum étaient les suivantes:

1. Etes-vous pour l'exemption des droits d'inscription appliqués aux étudiants suivant des formations publiques?

2. Etes-vous pour l’exemption des frais de consultation pour les traitements dentaires, ambulatoires et auprès des médecins de famille à partir du 1er janvier de l'année suivant ce référendum ?

3. Etes-vous pour l’exemption des frais journaliers pour le traitement des malades alités dans les hôpitaux à partir du 1er janvier de l'année suivant ce référendum ?

Tímea Ocskai

-

Catégorie
Agenda Culturel